

21
décembre
2011

Arrêté fixant les émoluments prévus par la loi sur le droit de cité neuchâtelois à percevoir par l'Etat et les communes

Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel,

vu l'article 65 de la loi sur le droit de cité neuchâtelois (LDCN), du 7 novembre 1955¹⁾;

sur la proposition du conseiller d'Etat, chef du Département de la justice, de la sécurité et des finances,

arrête:

Émoluments

Article premier ¹En principe, les émoluments à percevoir par l'Etat et les communes pour l'étude des dossiers et la délivrance des actes prévus par la loi sur le droit de cité neuchâtelois, du 7 novembre 1955, sont les suivants:

<i>Actes</i>	<i>Canton Fr.</i>	<i>Commune Fr.</i>
Demande individuelle de personnes célibataires âgées de moins de 20 ans	200.-	100.-
Naturalisation ordinaire (1ère génération)		
Demande individuelle avec ou sans enfant	970.-	150.-
Demande de couple avec ou sans enfant	1'070.-	150.-
Naturalisation ordinaire (2ème génération)		
Demande individuelle avec ou sans enfant	820.-	100.-
Demande de couple avec ou sans enfant	920.-	100.-
Agrégation	200.-	300.-
Libération	200.-	

131.21

²S'ajoutent à cet émolument les frais d'enquête complémentaire et les frais de reconsidération de décision communale ou cantonale, facturés à 100 francs par heure, minimum 200 francs pour les frais de reconsidération de décision.

Perception

Art. 2 ¹Les émoluments sont à la charge de la personne qui sollicite l'acte.

²Ils sont perçus au dépôt de la demande de naturalisation ou de reconsidération et ne sont, en aucun cas, même partiellement, remboursables.

Art. 3 L'arrêté fixant les émoluments prévus par la loi sur le droit de cité neuchâtelois à percevoir par l'Etat et les communes, du 20 avril 2011², est abrogé.

Art. 4 ¹Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

²Il sera publié dans la Feuille officielle et inséré au recueil de la législation neuchâteloise.

²) FO 2011 N° 17